

# Les médias occidentaux passent sous silence les émeutes meurtrières en Iran, s'appuyant sur des ONG financées par le gouvernement américain pour promouvoir un changement de régime -

par **Wyatt Reed** et **Max Blumenthal**

Alors que des émeutes meurtrières ravagent les villes iraniennes, les médias occidentaux ignorent la vague de violence choquante, se tournant plutôt vers des ONG financées par le gouvernement américain pour obtenir des informations. Cette couverture médiatique partielle a contribué à pousser Trump au bord de l'autorisation de nouvelles attaques américaines.

Les médias occidentaux ont ignoré une multitude de preuves vidéo montrant les tactiques terroristes déployées à travers l'Iran par des manifestants décrits par Amnesty International et Human Rights Watch comme «[largement pacifiques](#)». Des vidéos récentes publiées à la fois par les médias d'État iraniens et les forces antigouvernementales révèlent des lynchages publics de gardes non armés, l'incendie de mosquées, des attaques incendiaires contre des bâtiments municipaux, des marchés et des casernes de pompiers, ainsi que des foules d'hommes armés ouvrant le feu au cœur des villes iraniennes.

Au lieu de cela, les médias occidentaux se sont concentrés presque exclusivement sur les violences attribuées au gouvernement iranien. Ce faisant, ils se sont largement appuyés sur les chiffres des morts compilés par des groupes de la diaspora iranienne financés par le [National Endowment for Democracy](#) (NED), l'organisme du gouvernement américain chargé du changement de régime, dont les conseils d'administration sont composés de néoconservateurs convaincus.

Le NED [s'est attribué le mérite](#) d'avoir fait avancer les manifestations «Femme, Vie, Liberté» qui ont envahi les villes iraniennes tout au long de l'année 2023 – et qui ont également été marquées par des [actes de violence horribles](#) ignorés par les médias occidentaux et les ONG de défense des droits humains. Aujourd'hui, le NED est loin d'être le seul parmi les acteurs alignés sur les services de renseignement à chercher à alimenter le chaos en Iran.

L'agence d'espionnage et d'assassinat israélienne connue sous le nom de Mossad a publié un message sur son compte officiel en farsi sur Twitter/X, [exhortant les Iraniens](#) à intensifier leurs activités de changement de régime, en leur promettant de les soutenir sur le terrain.

*«Sortez ensemble dans les rues. Le moment est venu», a déclaré le Mossad aux Iraniens. «Nous sommes avec vous. Pas seulement à distance et verbalement. Nous sommes avec vous sur le terrain».*

## Renverser Téhéran par la terreur

Les manifestations ont commencé en Iran début janvier 2026, lorsque des commerçants sont descendus dans la rue pour protester contre la hausse des taux d'inflation provoquée par les sanctions occidentales. Le gouvernement iranien [a réagi avec bienveillance](#) aux manifestations du bazar, leur fournissant une protection policière. Cependant, ces manifestations se sont rapidement dissoutes, car une masse amorphe d'éléments antigouvernementaux a saisi l'occasion pour lancer une insurrection violente encouragée par les gouvernements d'Israël et des États-Unis, ainsi que par le «prince héritier» autoproclamé Reza Pahlavi, qui [a qualifié](#) les fonctionnaires et les médias d'État de «*cibles légitimes*».

Le 9 janvier, la ville de Mashhad a été le théâtre de certaines des émeutes les plus violentes, les forces antigouvernementales ayant [incendié des casernes de pompiers](#), brûlant vifs des pompiers, tout en incendiant des bus, en attaquant des employés municipaux, en vandalisant des stations de métro et en causant plus de 18 millions de dollars de dégâts, [selon les autorités municipales locales](#).

À Kermanshah, où des émeutiers antigouvernementaux ont tué par balle Melina Asadi, âgée de 3 ans, des groupes de militants [ont été filmés](#) en train de tirer avec des armes automatiques sur la police. Dans des villes allant de Hamedan à Lorestan, des émeutiers [se sont filmés](#) en train de [battre à mort](#) des gardes de sécurité non armés qui tentaient de les empêcher de se déchaîner.

Des images ont été diffusées depuis la ville du centre de l'Iran, montrant des émeutiers attaquant un bus public et y mettant le feu le 10 janvier.

À Téhéran, pendant ce temps, des foules d'émeutiers ont attaqué la [mosquée historique d'Abazar](#), incendiant son intérieur, tandis que d'autres ont commis des incendies criminels et brûlé des exemplaires du Coran à l'intérieur de la [Grande Mosquée de Sarableh](#) et du [sanctuaire de Muhammad ibn Musa al-Kadhim](#) à Kuzestan.

Des émeutiers [ont incendié](#) un grand bâtiment municipal au cœur de la ville de Karaj, tandis que le marché du centre de Rasht [a été réduit en cendres](#). À Borujen, des hooligans antigouvernementaux auraient incendié une bibliothèque historique remplie de textes anciens au cours d'une nuit de pillages et de destructions.

Aucun de ces incidents n'a suscité de réaction de la part des médias ou des gouvernements occidentaux, même après que le ministère iranien des Affaires étrangères [ait obligé les ambassadeurs](#) de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne et d'Italie à visionner des images des violences commises par les émeutiers.

Selon le gouvernement iranien, plus de 100 policiers et agents de sécurité ont été tués pendant les troubles. Cependant, deux ONG iraniennes basées à Washington et financées par le gouvernement américain ont estimé le nombre de morts du côté du gouvernement à un chiffre beaucoup plus bas. Ces groupes sont devenus la source de référence des médias occidentaux sur les manifestations.

## Les lobbyistes en faveur d'un changement de régime fixent l'ordre du jour

Pour évaluer le nombre de morts en Iran, les médias américains et européens se sont appuyés sur deux ONG basées à Washington et financées par le National Endowment for Democracy (NED) du gouvernement américain : le Centre Abdorrahman Boroumand pour les droits de l'homme en Iran et les Activistes des droits de l'homme en Iran.

Un [communiqué de presse](#) publié en 2024 par le NED décrit explicitement le [Centre Abdorrahman Boroumand pour les droits de l'homme en Iran](#) comme «*un partenaire du National Endowment for Democracy (NED)*».

Par ailleurs, [une déclaration de 2021](#) des militants des droits humains en Iran indique que le groupe «*a élargi son réseau et décidé de commencer à recevoir une aide financière du National Endowment for Democracy (NED), une organisation non gouvernementale à but non lucratif basée aux États-Unis*», après avoir été accusé par le gouvernement iranien d'avoir des liens avec la CIA en 2010.

Le NED a été créé sous la supervision du directeur de la CIA de l'administration Reagan, William Casey, afin de permettre au gouvernement de continuer à s'ingérer dans les affaires étrangères malgré la méfiance généralisée à l'égard des services de renseignement américains. L'un de ses fondateurs, Allen Weinstein, a déclaré : «*Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui était fait secrètement il y a 25 ans par la CIA*».

Tout en omettant de mentionner le financement de l'ONG par le NED, le [Washington Post](#) et [ABC News](#) ont largement cité le Centre Abdorrahman Boroumand dans leur couverture des manifestations iraniennes. Francis Fukuyama, l'idéologue qui a signé [la lettre fondatrice](#) du Projet pour un nouveau siècle américain – peut-être le manifeste le plus important du néoconservatisme moderne – [siège au conseil d'administration](#) du Centre.

Les chiffres de l'ONG au nom évocateur «Human Rights Activists in Iran» (Militants des droits de l'homme en Iran) ont été diffusés encore plus largement, le bilan récent de 544 morts estimé par l'ONG ayant été cité par [des dizaines de médias](#) américains et [israéliens](#) grand public de tous bords politiques, ainsi que par [Dropsite](#). La société de renseignement Stratfor, surnommée la «CIA de l'ombre», a également cité l'ONG dans [un article intitulé](#) «*Les manifestations en Iran ouvrent la voie à une intervention américaine et/ou israélienne*».

Le nombre exact de victimes des manifestations étant encore difficile à déterminer, une équipe hétéroclite d'influenceurs en ligne a comblé le vide d'informations avec des affirmations exagérées et dont la source est douteuse. Parmi ces propagandistes figure Laura Loomer, célèbre confidente de Trump et partisane de la suprématie juive, [qui s'est écriée](#) que «*le nombre de manifestants iraniens tués par les forces du régime islamique dépasse désormais les 6000 !*», citant une supposée «*source au sein de la communauté du renseignement*».

Le casino numérique Polymarket a également gonflé le nombre de morts, [affirmant sans citer ses sources](#) que «*plus de 10 000*» personnes avaient été tuées par «*les forces iraniennes [utilisant] des fusils automatiques contre les manifestants*», et déclarant à tort que l'Iran avait «*perdu presque tout contrôle*» sur trois de ses cinq plus grandes villes.

Ces derniers mois, Polymarket s'est rendu tristement célèbre pour avoir permis à des initiés d'abuser de leurs connaissances avancées sur les développements politiques – tels que la récente attaque militaire américaine contre Caracas et l'enlèvement du président vénézuélien Nicolas Maduro – afin d'empocher des [centaines de milliers de dollars](#). Ce marché, qui se décrit comme «*le plus grand marché de prédiction au monde*», a été créé grâce à [un investissement majeur](#) du magnat de l'IA Peter Thiel, et compte désormais [Donald Trump Jr.](#) parmi ses conseillers.

En diffusant des chiffres clairement exagérés sur le nombre de morts, les militants en faveur d'un changement de régime et les acolytes de Trump incitent apparemment le président, connu pour sa crédulité, à lancer une nouvelle attaque militaire contre Téhéran.

Dans [une évaluation des manifestations](#) publiée le 7 janvier, *Stratfor* a décrit le chaos qui règne dans les rues iraniennes comme une occasion propice à la guerre, écrivant : «*Même s'il est peu probable que le régime s'effondre, les troubles actuels pourraient ouvrir la porte à Israël ou aux États-Unis pour mener des activités secrètes ou ouvertes visant à déstabiliser davantage le gouvernement iranien, soit indirectement en encourageant les manifestations, soit directement par des actions militaires contre les dirigeants iraniens*».

Cependant, le sous-traitant de la CIA a reconnu que «*de nouvelles frappes militaires contre l'Iran mettraient probablement fin au mouvement de protestation actuel en conduisant plutôt à une manifestation plus large du nationalisme et de l'unité iraniens, un schéma observé après*

*les frappes américaines et israéliennes en 2025».*

**«Prêts à passer à l'action»**

Comme on pouvait s'y attendre, la dernière vague de manifestations antigouvernementales en Iran a reçu le soutien enthousiaste d'une multitude de dirigeants occidentaux, dont le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président américain Donald Trump.

*«Si l'Iran ouvre le feu et tue violemment des manifestants pacifiques, comme à son habitude, les États-Unis d'Amérique viendront à leur secours», a déclaré Trump. «Nous sommes prêts à passer à l'action».*

Quelques jours plus tard, Trump a [de nouveau menacé l'Iran](#) : *«Vous feriez mieux de ne pas commencer à tirer [sur les manifestants], car nous commencerons à tirer aussi».* Puis, le 12 janvier, Trump [a décrété](#) que tout pays en train de commercer avec l'Iran serait soumis à des droits de douane de 25% sur les marchandises échangées avec les États-Unis.

Aujourd'hui, Trump envisagerait une attaque, envisageant différentes options allant de la cyberguerre aux frappes aériennes. Cependant, le rythme des manifestations antigouvernementales semble avoir ralenti, et un calme relatif est revenu dans les grandes villes.

Alors que la poussière retombe, des [millions de citoyens iraniens](#) envahissent les rues des villes, de Téhéran à Mashhad, pour [exprimer leur indignation](#) face aux émeutes, [dénoncer les éléments étrangers](#) qui ont contribué à déclencher la vague de violence visant à renverser le régime, et proclamer leur soutien au gouvernement. Mais dans les salles de rédaction occidentales, il semble interdit de donner la parole à ces masses de manifestants iraniens.

source : [The Grayzone](#) via [Le Grand Soir](#)